

Suffit, la destruction des CPE! (Enough destruction of the CPE!) ^[1]

Opinion

Author: Gagnon, Marie-Claude ; Leduc, Daniel & Adam-Côté, Hugo

Source: La Presse

Publication Date: 18 Nov 2015

AVAILABILITY

Read online ^[2]

In this recent opinion piece published in La Presse Quebec advocates, educators, parents and community partners are calling on the provincial government to rescue non-profit early childhood centres (CPEs) and stop the reduction of CPE support which is contributing to a growing CPE deficit.

Full article in French:

L'heure est à l'opération sauvetage de nos centres de la petite enfance

À tous les parents et grands-parents, et à tous ceux et celles qui croient en l'importance de bien soutenir nos tout-petits, de 6 mois à 5 ans, dans leur développement ;

À notre gouvernement qui sabre sans vergogne dans un réseau éducatif reconnu à travers le monde et qui a fait ses preuves ;

À ce même gouvernement, qui clame haut et fort l'importance de la prévention, de la stimulation et du développement de nos petits en vue de leur entrée dans le milieu scolaire, mais qui agit dans le sens contraire ;

Au ministre Martin Coiteux, qui n'arrête pas de nous répéter que les politiques de « rénovation de l'État » le sont pour les « générations futures ». Depuis 10 ans, vous et vos semblables réduisez les subventions aux CPE ; la liste des CPE en déficit s'allonge d'année en année, et c'est à se demander si votre souhait le plus cher n'est pas de les faire mourir de leur belle mort.

NOUS parents, éducatrices, éducateurs, professionnels de la santé, intervenants communautaires, partenaires, chercheurs, administrateurs et membres des directions des centres de la petite enfance :

- Dénonçons les coupes à blanc de ce gouvernement qui, jour après jour, dégarnit les CPE, des environnements éducatifs de qualité que la population du Québec a financés pour assurer le bien-être et le développement de ses tout-petits ;
- Accusons ce gouvernement d'induire en erreur la population lorsque, contrairement à toutes les données probantes dont nous disposons et qu'il connaît pourtant très bien, il prétend que les services éducatifs offerts dans les garderies commerciales sont d'aussi bonne qualité que ceux offerts dans les CPE ;
- Mettons au défi le gouvernement de nous faire la démonstration que les garderies commerciales qu'il privilégie rencontrent les mêmes critères de qualité éducative que ceux des CPE, c'est-à-dire :
 - des éducatrices qualifiées qui ont complété des études spécialisées en petite enfance, qui bénéficient de formation continue, de temps libéré pour la pédagogie, de temps de travail en équipe, de temps pour discuter des enfants ayant des défis particuliers avec leurs partenaires ;
 - des éducatrices et un personnel de soutien qui, contrairement aux garderies commerciales où le taux annuel de roulement est de 50 %, demeurent en poste longtemps parce qu'elles ont de meilleures conditions de travail et assurent ainsi une continuité absolument nécessaire dans la vie des tout-petits ;
 - un réseau qui crée des emplois avec de meilleures conditions de travail et qui reconnaît l'expertise professionnelle de ses employées ;
 - un réseau reconnu par ses pairs et qui travaille main dans la main avec des professionnels des CSSS, des centres jeunesse, des centres de réadaptation, des écoles, etc. ;
 - un réseau qui offre à ses tout-petits un programme pédagogique éprouvé, une alimentation saine et équilibrée, qui se donne des règles de sécurité dictées dans des politiques constamment remises à jour ;
 - un milieu de vie où le parent est un acteur-clé reconnu comme un partenaire et dans lequel il contribue à titre d'expert de son enfant ;
 - un réseau où les parents siègent au sein des conseils d'administration, y assurant une vigilance soutenue, et s'impliquent dans des comités ou dans des projets porteurs pour les enfants et qui contribuent à sa qualité ;
 - un réseau dont le seul et unique objectif est le bien-être et le développement des tout-petits et non pas de faire des profits ;

- un réseau où le taux de plaintes est trois fois moins élevé que celui des garderies à but lucratif ;
- un réseau qui puise sa force dans un souci constant de la qualité de ses services offerts à ses enfants, par une pédagogie qui vise un développement optimal dans toutes les sphères du développement et qui observe, partage, rédige des cahiers de communication, des plans d'intégration pour des enfants qui présentent des défis particuliers avec le soutien de leur direction ;
- un réseau universel ouvert aux enfants de toutes provenances, toujours prêt à s'adapter aux besoins spécifiques des enfants, sans égard à leurs croyances, leur handicap, leur origine, leur contexte socioéconomique et dont la mixité est un formidable atout pour le développement des tout-petits ;
- un réseau qui, données à l'appui, fait une réelle différence dans la capacité des tout-petits de se développer à leur plein potentiel, y compris ceux plus vulnérables dont les risques de retard de développement sont réduits de façon spectaculaire lorsqu'ils se présentent à l'école.

Le choix d'un service de garde devrait reposer avant tout sur sa capacité à offrir aux enfants un environnement bienveillant, stimulant et compétent, capable de soutenir leur développement et leur bien-être.

C'est précisément ce que des milliers de femmes et d'hommes, éducateurs et parents des CPE ont réussi à développer. Et c'est précisément ce que le gouvernement s'acharne à déconstruire à force de coupes et de modifications dans le mode de financement.

Ce gouvernement ne sera pas toujours en place, mais l'histoire retiendra qu'il aura littéralement saboté les environnements éducatifs de qualité de nos tout-petits qui en subiront, eux, les conséquences durant toute une vie. Ou, parce que nous nous serons mobilisés massivement, l'histoire retiendra que nous aurons protégé un réseau dont la seule et unique mission est d'assurer le bien-être et le développement de nos tout-petits.

Écrit par : Marie-Claude Gagnon, directrice adjointe CPE Lafontaine ; Daniel Leduc, adjoint administratif CPE Picasso ; Hugo Adam-Côté, parent et orthophoniste au CSSS Jeanne-Mance ; Signé et appuyé collectivement par : Marie Tifo, comédienne ; Fred Pellerin, conteur, chanteur et fournisseur de supplément d'âme en gros ; Dany Turcotte, animateur et parrain ; Claude Béland, économiste et humaniste ; Camil Bouchard, professeur retraité, UQAM ; Dominic Champagne, metteur en scène ; Pierre Curzi, comédien et commentateur ; Laure Waridel, écosociologue ; Gérard Bouchard, historien et sociologue, Université du Québec à Chicoutimi ; Mara Tremblay, chanteuse, musicienne et mère ; Karel Mayrand, citoyen et écologiste ; Sébastien Diaz, animateur, réalisateur et père ; Catherine Richer, comédienne ; Vincent Bolduc, comédien et membre des Zapartistes ; Marc Béland, comédien ; Jérôme Dupras, membre des Cowboys Fringants et professeur à l'Université du Québec en Outaouais ; Ianik Marcil, économiste ; Normand Baillargeon, essayiste ; Louis Sénécal, PDG de l'Association québécoise des centres de la petite enfance ; Luc Ferrandez, maire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal ; Elsie Lefebvre, maman de deux enfants et conseillère municipale de Villeray ; Sylvain Pagé, porte-parole du Parti québécois en matière de famille ; Manon Massé, députée de Laurier-Sainte-Marie ; Amir Khadir, député de Mercier ; Françoise David, députée de Gouin.

-reprinted from La Presse

Region: Quebec ^[3]

Tags: funding ^[4]

spending ^[5]

Source URL (modified on 27 Jan 2022): <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/15/11/suffit-la-destruction-des-cpe-enough-destruction-cpe>
Links

[1] <https://childcarecanada.org/documents/child-care-news/15/11/suffit-la-destruction-des-cpe-enough-destruction-cpe> [2]

http://plus.lapresse.ca/screens/597bdf06-1403-4ad5-b4ea-71b11cc6093d|_0.html [3] <https://childcarecanada.org/taxonomy/term/7855> [4]

<https://childcarecanada.org/category/tags/funding> [5] <https://childcarecanada.org/category/tags/spending>